

vit dans les autres hôpitaux ».

## « Un management inhumain »

Si ces derniers avaient espéré pouvoir se réunir au sein du CHPO, las, c'est sous l'auvent de la pizzeria juste en face qu'ils ont dû s'installer, la direction de l'hôpital leur en ayant refusé l'accès.

« Nous aimons ce que nous faisons, mais pas la façon dont on nous le fait faire », lâche en préambule Claire Gekière, psychiatre en Savoie. « C'est pour cette raison que nous, praticiens hospitaliers, avons écrit une lettre à la ministre de la Santé, Agnès Buzyn (lire ci-contre), et souhaitons la rencontrer. Nous ne supportons plus de voir dépérir le service public, et nous en avons assez d'être soumis à un management inhumain, contre-productif et destructeur. »

« Les directeurs des hôpitaux ne sont même pas mé-



Les praticiens espèrent rencontrer la ministre de la Santé pour lui faire part de leurs propositions. Archives Le DL/CA.

decins ! dit, incrédule, Mustapha Soussi, membre de l'Association des médecins urgentistes de France. C'est du management d'entreprise qu'on fait dans les hôpitaux. »

Autour de la table, les praticiens présents énoncent,

pêle-mêle, certaines menaces émanant de la hiérarchie, telles que "je peux fermer votre service"; "vous avez de la chance que je continue à embaucher votre femme"; "vous n'êtes pas là pour faire de la médecine mais pour faire rentrer du fric"...

nant, c'est un, deux ans ! Las d'attendre, les patients ne viennent plus. Vu que l'afflux de personnes baisse, on ferme des lits. Et vu qu'on ferme des lits, on baisse les effectifs de médecins. Et ainsi de suite. » La définition parfaite d'un cercle vicieux.

Pressions, temps d'attente, épuisement... Pas besoin d'aller chercher très loin pour trouver la source de tous ces problèmes : l'argent. « On nous demande encore et toujours des économies, ce qui crée des aberrations, détaille le Dr Soussi. Une secrétaire qui joue le rôle d'infirmière, une agent de santé hospitalière qui doit effectuer des tâches d'aide-soignante... » « Tout a basculé quand on a commencé à parler de malades "renta-

bles" et "non rentables" et "non rentables" Cyndie, regrette le Syndicat national des praticiens hospitaliers. Mais vous comptez ? C'est le problème ! »

Tous les services, sans exception, dans leur ensemble, lègue qui est en fait. C'est On nous demande mieux avec en jeu la santé.

Et l'un des services de l'homme de l'Aude, dernier. C'est les agences de soins étaient fermées par les médecins.



Christine Bertrand, psychiatre à Saint-Egrève et Cyrille Venet, membre du syndicat national des médecins hospitaliers (FO) font partie des signataires de la lettre envoyée à la ministre de la Santé. Photos LeDL/M.T



## Patients "rentables" et "non-rentables"

Christine Bertrand, pédopsychiatre à Saint-Egrève, elle, dénonce le manque d'effectifs : « Je suis praticienne depuis 40 ans, et je continue d'exercer car il n'y a personne pour me remplacer ! Avant, dans les centres médico-psychologiques, il fallait trois mois pour prendre rendez-vous. Mainte-

# Une lettre à la ministre signée par 402 médecins de toute la France

C'est lundi que la lettre écrite par les médecins hospitaliers a été envoyée, avec accusé de réception. Sa destination ? Le bureau de la ministre de la Santé, Agnès Buzyn. Dans cette missive, les praticiens dénoncent "[...] le plan triennal d'économies (2015-2017) avec des réductions de moyens rebaptisées "restructurations" [...] dont les conséquences sont des fermetures de lits par centaines, le retard de prises en charge, un embouteillage aux urgences, des prises de risques [...]. Les médecins hospitaliers et les personnels non médicaux refusent de cautionner ces politiques de dégradation du service public hospitalier et refusent de continuer à subir ce management destructeur [...]. Les commissions médicales doivent retrouver



À défaut de pouvoir rentrer au CHPO, c'est... dans une pizzeria que les praticiens se sont réunis pour faire part de leur mal-

leurs prérogatives [...] et les établissements doivent retrouver une organisation en service par spécialité et non par pôle. Car la pénurie médicale organisée de longue

date est là [...] et rien n'est fait pour l'enrayer [...]. L'heure est grave [...], c'est pourquoi nous demandons à vous rencontrer dans les plus brefs délais [...]."

Hier, 402 médecins venus essentiellement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, berceau de la grogne, avaient paraphé la lettre, le registre des signatures

étant en fait que le service mal-être nationale, les de La R Brest...

